

À Qui Appartient Demain ?

Introduction — La question que personne ne pose

Les six tomes précédents décrivent des mécanismes.

Comment l'opinion est fabriquée. Comment la géopolitique fonctionne réellement. Comment le soft power culturel colonise sans occuper. Comment le pouvoir se corrompt toujours. Comment le système économique fabrique l'obéissance. Comment la résistance est capturée avant même d'avoir commencé.

Six livres pour nommer ce qui est.

Ce tome fait autre chose. Il pose une question que les précédents ont préparée sans la formuler explicitement.

En 1930, l'économiste John Maynard Keynes a publié un texte intitulé *Perspectives économiques pour nos petits-enfants*. Il y faisait une prévision : d'ici cent ans, grâce aux gains de productivité et au progrès technologique, les sociétés développées seraient si riches que leurs habitants travailleraient quinze heures par semaine — et consacraient le reste de leur temps au loisir, à la culture, aux relations humaines.

Keynes n'était pas un rêveur. C'était l'économiste le plus influent du XXe siècle. Sa prévision était raisonnable.

Elle ne s'est pas réalisée.

Les gains de productivité ont bien eu lieu — au-delà de ce que Keynes anticipait. L'économie mondiale produit aujourd'hui plusieurs fois ce qu'elle produisait en 1930, avec moins de travailleurs par unité de production.

Mais personne ne travaille quinze heures par semaine. Dans la plupart des pays développés, le temps de travail a peu changé. Et des millions de personnes travaillent plus, plus précairement, avec moins de sécurité que leurs grands-parents.

La question n'est donc pas : les gains de productivité ont-ils eu lieu ?

La question est : où sont-ils allés ?

Cette question va se poser de façon encore plus aiguë dans les années qui viennent.

L'intelligence artificielle n'est pas une révolution comme les autres. Elle n'est pas un outil qui remplace un type de travail manuel par un autre. Elle est un système capable d'automatiser le travail cognitif — l'analyse, la rédaction, le diagnostic, la conception, la traduction, le droit, la comptabilité, une partie de la médecine.

Les estimations varient selon les instituts et les méthodologies, mais elles convergent sur une réalité : dans les dix à vingt prochaines années, une fraction significative des emplois actuels sera soit supprimée, soit profondément transformée par des systèmes d'IA.

Et cette fois, il n'est pas acquis que de nouveaux emplois vont apparaître en nombre suffisant pour compenser. Pas à cette vitesse. Pas à cette échelle.

Si c'est le cas, la question que Keynes posait implicitement en 1930 devient urgente.

Quand les machines produisent la richesse — à qui appartiennent les dividendes ?

Ce tome propose une réponse en trois mouvements.

Le premier mouvement est un diagnostic. L'hégémonie américaine recule — structurellement, mécaniquement, irréversiblement à l'échelle d'une génération. Et les empires ne partent jamais proprement : ils pillent en partant, laissent le chaos s'installer, et appellent "dommages collatéraux" les populations qu'ils abandonnent. Vietnam, Irak, Afghanistan. L'Europe ne fera pas exception. Le chaos précède toujours la reconstruction.

Le deuxième mouvement est immédiat et concret. Avant de parler de mécanismes politiques à grande échelle, il y a une question plus urgente : que peut faire un individu, une famille, un quartier, maintenant ? Cinq autonomies concrètes — alimentaire, financière, intellectuelle, énergétique, sanitaire — qui réduisent la dépendance au système sans attendre que le système se réforme. Detroit l'a fait dans la douleur. On peut le faire avant.

Le troisième mouvement est structurel. Des mécanismes documentés, expérimentés dans des pays réels, qui permettent de redistribuer les gains de productivité à l'échelle collective — revenu universel, fonds souverain de l'IA, outils de démocratie réelle. Ces mécanismes ne sont pas des utopies. Ils fonctionnent, ailleurs, depuis des décennies. Et comprendre pourquoi ils n'ont pas encore été adoptés — c'est ce que les six tomes précédents ont préparé.

Ces trois mouvements sont indissociables. L'autonomie locale sans transformation institutionnelle reste fragile. La transformation institutionnelle sans ancrage dans les pratiques quotidiennes reste abstraite.

Un citoyen économiquement indépendant mais sans pouvoir politique reste un mouton mieux nourri. Un citoyen politiquement actif mais économiquement précaire vote toujours avec la peur — et la peur est l’outil de contrôle le plus efficace que ce livre ait décrit.

La liberté économique est la condition de la liberté politique. Pas son substitut.

Ce tome est différent des précédents dans son registre.

Il ne démonte pas. Il construit.

Pas une utopie. Pas un manifeste. Une mécanique possible — documentée dans des expériences réelles, ancrée dans des données vérifiables, honnête sur ses limites et ses obstacles.

La question qui le traverse est simple : si on avait compris tout ce que les six tomes précédents décrivent, et si on pouvait recommencer — qu’est-ce qu’on construirait ?

C’est la question de ce livre.

L'histoire qui se répète — Et les gains qui ne reviennent jamais

Il y a un fil qui traverse toute l'histoire économique des deux derniers siècles.

À chaque révolution technologique, la même promesse est faite : les nouvelles machines vont créer de nouveaux emplois, améliorer le niveau de vie de tous, réduire la pénibilité du travail. Et à chaque fois, la même chose se produit : les gains de productivité vont au capital. Pas au travail.

Ce n'est pas une théorie. C'est un fait documenté, répété à intervalles réguliers depuis 1760.

Premier cycle : le métier à tisser

En 1764, James Hargreaves invente la *spinning jenny* — une machine à filer qui multiplie par huit la productivité d'un tisserand. En 1769, Richard Arkwright brevète le *water frame*. En 1779, Samuel Crompton combine les deux dans la *spinning mule*.

Les tisserands à domicile — artisans indépendants qui gagnaient correctement leur vie depuis des générations — sont progressivement ruinés. Ils ne peuvent plus concurrencer les prix des manufactures mécanisées. Entre 1800 et 1830, leurs salaires s'effondrent de 60 à 70 %.

Les propriétaires des manufactures s'enrichissent. Les travailleurs s'appauvrissent. Les gains de productivité ne se redistribuent pas — ils s'accumulent.

Le mouvement luddiste — tisserands qui détruisent les machines — n'est pas de la résistance au progrès. C'est la résistance à une distribution des gains que les travailleurs trouvent injuste. Ils ont été réprimés militairement. Les machines ont gagné.

Mais les emplois perdus ? Ils n'ont pas été remplacés immédiatement. Le déplacement a duré deux générations. Entre-temps, des millions de personnes ont vécu dans des conditions que les historiens de l'économie qualifient de catastrophiques.

Deuxième cycle : le fordisme et l'automatisation

Henry Ford introduit la chaîne d'assemblage à l'usine Highland Park en 1913. La productivité de fabrication d'un modèle T s'améliore d'un facteur cinq en dix ans.

Ford a, il est vrai, augmenté les salaires — le fameux “five dollar day” de 1914. Non par philanthropie, mais par calcul : il fallait que ses ouvriers puissent acheter ses voitures, et il voulait réduire le turn-over.

Mais ce qui s'est passé dans l'industrie automobile américaine entre 1950 et 2000 est plus instructif. L'automatisation progressive des usines a multiplié la productivité par des facteurs considérables. Les effectifs de l'industrie automobile américaine ont chuté de 1,5 million en 1978 à moins de 700 000 en 2010.

Detroit, qui était la ville la plus riche des États-Unis par habitant dans les années 1950, a déposé le bilan en 2013 — la plus grande faillite municipale de l'histoire américaine.

Les profits des constructeurs automobiles n'ont pas disparu pendant cette période. Ils se sont déplacés — vers les actionnaires, vers les dirigeants, vers les fabricants de robots et de systèmes d'automatisation.

Troisième cycle : l'informatique et les cols blancs

Dans les années 1980 et 1990, l'informatique a supprimé des millions d'emplois de bureau. Dactylos, comptables, opérateurs de saisie, standardistes, agents de voyage — des métiers entiers ont disparu en une décennie.

La promesse : de nouveaux emplois allaient apparaître dans l'économie numérique. C'était partiellement vrai — des emplois de développeurs, d'analystes, de gestionnaires de systèmes ont émergé.

Mais deux phénomènes ont contredit la promesse de redistribution :

Premièrement, les nouveaux emplois nécessitaient des compétences que les travailleurs déplacés n'avaient pas, et que l'État n'avait pas les moyens de leur faire acquérir rapidement.

Deuxièmement, les gains de productivité de l'ère informatique ont massivement bénéficié aux actionnaires plutôt qu'aux salariés. L'économiste Lawrence Katz et ses coauteurs ont documenté que depuis les années 1980, la quasi-totalité de la croissance de la productivité américaine a été captée par le décile supérieur — et en particulier le centile supérieur.

Bertrand Russell l'avait prévu dès 1932, dans *Éloge de l'oisiveté* : si les gains de productivité avaient été distribués sous forme de temps libre plutôt que de profits, nous travaillerions quatre heures par jour depuis des décennies. Il écrivait ça quatre ans après la crise de 1929, en observant comment le progrès technique était confisqué.

Ce que Keynes avait raté

Keynes avait prévu les gains de productivité. Il avait prévu la richesse. Il n'avait pas prévu — ou n'avait pas voulu voir — que cette richesse ne se redistribuerait pas automatiquement.

Il avait supposé que la société allait *choisir* le loisir plutôt que la production supplémentaire. Mais ce choix n'appartient pas aux travailleurs — il appartient aux propriétaires du capital, qui ont toujours préféré plus de profits à moins d'heures de travail pour leurs employés.

David Graeber, dans *Bullshit Jobs* (2018), a nommé le phénomène avec précision : une fraction significative des emplois qui ont émergé depuis les années 1970 sont des emplois que leurs titulaires eux-mêmes considèrent comme inutiles — consultants, responsables de la conformité, coordinateurs de processus, middle managers de middle managers. Ces emplois n'existent pas parce que l'économie en a besoin. Ils existent parce qu'une société qui ne redistribue pas ses gains de productivité sous forme de temps libre doit trouver quelque chose à faire occuper les gens.

La prédiction de Keynes s'est réalisée — mais sous une forme perverse. Nous travaillons bien quinze heures par semaine en travail *utile*. Les vingt-cinq heures restantes sont des *bullshit jobs* — du travail pour le travail, qui occupe sans produire.

Le quatrième cycle — et pourquoi il est différent

L'intelligence artificielle est la quatrième révolution productive majeure depuis 1760. Elle partage avec les trois précédentes une caractéristique : elle va détruire des emplois et créer des gains de productivité considérables.

Elle s'en distingue sur deux points.

Premièrement, l'échelle. Les révolutions précédentes ont déplacé des catégories spécifiques de travailleurs — les tisserands, les ouvriers d'usine, les cols blancs de bureau. L'IA est la première technologie capable d'automatiser le travail cognitif dans sa généralité — analyse, rédaction, diagnostic, décision, création dans certains cas. Elle ne cible pas un secteur. Elle traverse tous les secteurs simultanément.

Deuxièmement, la vitesse. La révolution industrielle a mis deux générations à se déployer. L'informatisation des bureaux a pris vingt ans. L'IA générative est passée de prototype de laboratoire à outil grand public en moins de cinq ans. La capacité d'adaptation — personnelle, institutionnelle, sociale — ne suit pas à cette vitesse.

La promesse habituelle — “de nouveaux emplois vont apparaître” — est peut-être vraie sur le long terme. Mais le long terme, c'est vingt à trente ans. Entre-temps, des millions de personnes vont vivre la transition.

La question n'est pas de savoir si la transition aura lieu. Elle est en cours.

La question est : qui va payer pour la transition — et qui va encaisser les gains ?

Si la réponse est la même que lors des trois cycles précédents, on connaît déjà le résultat.

Ce que l'IA va détruire — Et ce qu'elle ne peut pas remplacer

La question n'est plus "est-ce que l'IA va détruire des emplois ?"

Elle est tranchée. Les instituts de recherche indépendants, les cabinets de conseil, les économistes universitaires — quelles que soient leurs orientations — convergent sur le fait que l'IA va déplacer une fraction significative de la force de travail actuelle dans les prochaines décennies.

Ce qui reste ouvert, c'est l'ampleur, la vitesse — et surtout la distribution des impacts.

Les chiffres

Le McKinsey Global Institute a publié en 2017 une étude estimant que 375 à 800 millions d'emplois dans le monde seraient déplacés d'ici 2030. Pas nécessairement supprimés — mais transformés au point de nécessiter une reconversion significative.

Oxford University a publié en 2013 une étude (Frey & Osborne) estimant que 47 % des emplois américains présentaient un "risque élevé" d'automatisation dans les vingt ans suivants.

L'OCDE a produit en 2019 une estimation plus prudente : 14 % des emplois dans les pays membres présentaient un risque élevé d'automatisation, et 32 % seraient significativement transformés.

Les fourchettes varient. Mais même les estimations basses — 14 % d'emplois à risque élevé dans les pays développés — représentent des dizaines de millions de travailleurs.

Le paradoxe des diplômés

Les révolutions technologiques précédentes ont principalement touché les travailleurs peu qualifiés — ouvriers d’usine, manutentionnaires, agents de saisie.

L’IA générative introduit un renversement paradoxal.

Les emplois les plus exposés à l’automatisation par l’IA ne sont pas les moins qualifiés. Ce sont les emplois cognitifs de niveau intermédiaire et supérieur.

Les comptables. Les logiciels de comptabilité automatisent déjà la saisie, le rapprochement, la déclaration fiscale standard. L’IA permet maintenant l’analyse financière prédictive, la détection d’anomalies, la production de rapports narratifs. Ce qui prenait une équipe de dix comptables peut être produit par deux personnes et un système d’IA.

Les juristes de premier niveau. La recherche jurisprudentielle, la rédaction de contrats standard, l’analyse de documents légaux — tout cela est automatisable. Des firmes américaines ont déjà remplacé des équipes de jeunes avocats chargés de la “discovery” (analyse de millions de documents) par des systèmes d’IA.

Les médecins de premier recours. Le diagnostic différentiel — “given these symptoms, what are the possible conditions ?” — est une tâche à laquelle les IA médicales performant déjà à un niveau comparable ou supérieur aux médecins généralistes, selon plusieurs études publiées dans des revues médicales de référence.

Les journalistes de données. Les articles financiers standardisés — résultats d’entreprises, rapports sportifs, bulletins météo — sont produits automatiquement par des agences comme Associated Press et Bloomberg depuis 2015. Des centaines de millions d’articles sont générés chaque année sans intervention humaine.

Les développeurs. GitHub Copilot, conçu par Microsoft, génère aujourd'hui 46 % du code produit par ses utilisateurs. Des études internes montrent une augmentation de productivité de 55 % pour les développeurs qui l'utilisent. Ce n'est pas un remplacement — c'est une multiplication. Un développeur avec IA fait le travail de deux.

Le paradoxe : les personnes qui ont le plus investi dans leur formation — des années d'études, des dizaines de milliers d'euros — sont celles dont les compétences sont les plus directement reproductibles par des systèmes d'IA.

Emplois à risque d'automatisation par l'IA — par secteur
(OCDE, McKinsey, Oxford)

Emplois à risque d'automatisation par l'IA — par secteur
(OCDE, McKinsey, Oxford)

Ce que l'IA ne peut pas remplacer

Il existe des catégories de travail pour lesquelles l'automatisation reste difficile ou impossible — non par limitation technique provisoire, mais par nature.

Le soin humain dans sa dimension relationnelle.

Infirmiers, aides-soignants, éducateurs, psychologues, travailleurs sociaux — ce travail requiert une présence physique, une empathie situationnelle, une capacité à gérer l'imprévu humain dans son irréductibilité. Un robot peut détecter une chute. Il ne peut pas tenir la main d'une personne âgée qui a peur de mourir.

Ce secteur est paradoxalement l'un des moins bien payés et des plus dévalorisés socialement — alors qu'il est structurellement le plus résistant à l'automatisation.

L'artisanat de précision.

Les plombiers, électriciens, carreleurs, maçons, ébénistes — des métiers qui nécessitent une adaptation permanente à des environnements physiques imprévisibles. Les bras robotiques fonctionnent dans des environnements contrôlés et standardisés. L'installation d'une tuyauterie dans un appartement haussmannien du XIXe siècle avec des murs qui ne sont jamais droits demande une intelligence spatiale et une adaptabilité que la robotique actuelle ne maîtrise pas.

La création authentique ancrée dans l'expérience humaine.

L'IA peut générer du contenu. Elle peut imiter les styles, produire des textes cohérents, composer de la musique dans tous les genres existants. Ce qu'elle ne peut pas faire — par construction — c'est avoir vécu. L'artiste qui a traversé une dépression, une guerre, une perte — et qui la transforme en œuvre — produit quelque chose que l'IA peut imiter superficiellement mais pas générer authentiquement.

Cette distinction a une implication pratique : dans un monde saturé de contenu généré par IA, l'authenticité humaine documentée devient une rareté — et les raretés ont de la valeur.

Le lien social et la coordination locale.

Les maires de village, les animateurs d'associations, les organisateurs communautaires — les personnes qui maintiennent le tissu social local. Ce travail est en grande partie invisible, peu payé ou bénévole, et non automatisable parce qu'il consiste précisément en présence physique dans un réseau humain spécifique.

La transition — qui va la payer ?

La question n'est pas de savoir si la transition sera douloureuse. Elle le sera. Pour des millions de personnes, perdre un emploi qualifié après des années de formation représente une perte économique et identitaire considérable.

La question est de savoir qui paiera pour cette transition.

Trois réponses sont possibles.

La réponse libérale classique : les travailleurs déplacés se reconvertissent grâce à des formations financées par l'État et retrouvent des emplois dans les nouveaux secteurs qui émergent. C'est ce qui s'est produit lors des transitions précédentes — avec deux générations de délai et des coûts humains considérables.

La réponse passive : les travailleurs déplacés basculent dans les aides sociales existantes, les inégalités s'accroissent, la tension sociale monte jusqu'à un point de rupture. C'est la trajectoire actuelle si rien ne change.

La réponse structurelle : les gains de productivité générés par l'IA sont partiellement capturés par un mécanisme collectif — taxe, fonds souverain, redistribution — et redistribués aux citoyens sous forme de revenu, de temps libre, ou de services publics renforcés.

La troisième réponse n'est pas une utopie. Des mécanismes de ce type existent et fonctionnent. Ils sont décrits dans les chapitres suivants.

Mais ils nécessitent une décision politique que les intérêts qui bénéficient du statu quo vont résister à prendre.

Cette résistance, les six tomes précédents l'ont décrite en détail. Les mécanismes pour la surmonter — c'est ce que ce tome construit.

Quatre visages de la disruption — Ce que les chiffres ne disent pas

Les études de l’OCDE parlent de “14 % des emplois à risque élevé”. Les rapports McKinsey parlent de “375 à 800 millions de postes déplacés”. Ces chiffres sont utiles. Ils ne disent rien de ce qui se passe dans la vie d’une personne quand le sol se dérobe sous ses pieds.

Voici quatre portraits. Quatre personnes réelles dans leur catégorie, fictives dans leurs noms et leurs détails — construits à partir de témoignages documentés dans des études sectorielles, des enquêtes journalistiques et des rapports d’organismes de formation professionnelle européens publiés entre 2022 et 2024.

Sophie, comptable — Quinze ans d’expertise, six mois d’obsolescence

Sophie a 43 ans. Elle a fait un BTS comptabilité, puis une licence professionnelle, puis un diplôme d’expertise comptable. Vingt ans de formation continue, de mises à jour fiscales, de maîtrise de logiciels — Sage, puis SAP, puis les outils en ligne. Elle travaillait dans un cabinet de dix personnes à Liège. Elle gérait les dossiers de 45 PME.

En 2022, le cabinet a introduit un logiciel d’IA comptable. En six mois, le logiciel traitait la saisie, le rapprochement bancaire, les déclarations TVA et les bilans standard de 80 % des clients. Le travail de six personnes a été réduit à deux.

Sophie n’a pas été licenciée immédiatement. Elle a été “repositionnée” — chargée de superviser les sorties du logiciel et de gérer les cas complexes. Mais les cas complexes représentaient 20 % du portefeuille. Les 80 % restants ne nécessitaient plus d’intervention humaine significative.

En 2023, le cabinet a réduit ses effectifs de dix à cinq. Sophie fait partie des cinq — pour l’instant.

Ce qui la trouble le plus n’est pas la peur de perdre son emploi. C’est la perte de sens. “Je passais mes journées à résoudre des problèmes. Maintenant je vérifie que la machine n’a pas fait d’erreurs. C’est différent. Ce n’est plus de la comptabilité — c’est de la surveillance de machine.”

Elle s’est inscrite à une formation en “conseil aux entreprises”. Mais le conseil aux entreprises s’automatise aussi.

Karim, juriste — Le piège de la spécialisation

Karim a 38 ans. Il a fait un master en droit des affaires à Bruxelles, puis trois ans chez un grand cabinet d’avocats. En 2018, il a rejoint le département juridique d’une multinationale pharmaceutique — responsable de la revue des contrats fournisseurs pour la zone Europe.

Son travail consistait à analyser des centaines de contrats par an : vérifier les clauses de responsabilité, les conditions de résiliation, la conformité réglementaire, les pièges habituels. Un travail qui demandait de l’attention, de l’expérience, et la connaissance des jurisprudences récentes dans une demi-douzaine de pays européens.

En 2023, la direction a introduit un système d’IA d’analyse contractuelle. Le système analysait un contrat de 50 pages en quatre minutes. Il identifiait les clauses à risque, les incohérences, les points de négociation potentiels — avec une précision que les études internes estimaient équivalente à celle d’un juriste de cinq ans d’expérience.

Le département de douze juristes a été réduit à quatre.

Karim a gardé son poste. Mais sa fonction a changé. Il ne revoit plus les contrats — il valide les analyses du système, gère les exceptions et maintient la relation avec les cabinets externes. Un travail pour lequel son master en droit des affaires est surdimensionné, et pour lequel un bac+3 suffirait.

“J’ai investi quinze ans dans une expertise. Cette expertise est maintenant produite par un logiciel à 50 000 euros par an. Mon salaire est de 90 000 euros par an. La conclusion arithmétique, la direction la fait.”

Il n’a pas encore été licencié. Il commence à chercher.

Nathalie, journaliste économique — L’authenticité comme dernier refuge

Nathalie a 35 ans. Diplômée de l’École de journalisme de Bruxelles, elle travaillait depuis huit ans dans la rédaction économique d’un quotidien belge. Ses spécialités : les résultats d’entreprises, les analyses de marchés financiers, les reportages sur les PME.

La moitié de son travail — les articles sur les résultats trimestriels, les synthèses de rapports annuels, les fiches entreprises — a commencé à être automatisée à partir de 2023. Le journal a adopté un système capable de produire en deux minutes une synthèse de résultats d’entreprise à partir des données brutes publiées. Ce qui lui prenait deux heures.

La rédaction a réduit ses effectifs économiques de huit à quatre journalistes.

Nathalie fait partie des quatre qui restent. Parce qu’elle fait quelque chose que le système ne fait pas : elle appelle les dirigeants, visite les sites de production, reconstruit le contexte humain derrière les chiffres. Elle écrit des articles qui ont une voix, une perspective, une présence.

“Ce qui me sauve, c’est d’être là. D’avoir été à Charleroi quand l’usine a fermé. D’avoir vu les visages. Le système peut synthétiser le rapport de fermeture — il ne peut pas décrire la salle de pause vide et le casier qu’un ouvrier de trente ans laissait ouvert parce qu’il ne croyait pas encore que c’était fini.”

Mais elle sait que sa position est fragile. La pression sur les coûts continue. Et les lecteurs, habitués au flux continu de contenu généré automatiquement, lisent de moins en moins les longs formats qui justifient son existence.

Thomas, chauffeur de taxi — La transition visible depuis dix ans

Thomas a 52 ans. Il conduit un taxi depuis 1998 à Bruxelles. Il a payé sa licence à l’époque — une somme considérable, représentant la valeur d’un appartement — parce que la licence était une garantie de revenu sur vingt ans.

Uber est arrivé en Belgique en 2014. Les procès, les interdictions partielles, les négociations — Thomas a suivi tout ça depuis sa voiture, un œil sur la route, l’autre sur le téléphone. En 2024, les VTC représentent 60 % des courses commandées via application à Bruxelles.

Sa licence vaut maintenant 15 à 20 % de ce qu’il a payé.

Mais Thomas ne parle pas d’Uber quand il décrit sa vraie peur. Il parle des véhicules autonomes.

“Waymo transporte des passagers à San Francisco sans chauffeur depuis 2023. Ce n’est pas de la science-fiction. C’est là. Ça arrive ici dans cinq à dix ans. Et quand ça arrive, c’est fini — pas pour moi seulement, pour les 15 000 chauffeurs de taxi et VTC de Bruxelles.”

Il a 52 ans. Il sera à l'âge de la retraite quand les véhicules autonomes déploieront à l'échelle en Europe. Mais il a un fils de 24 ans qui vient de commencer comme chauffeur VTC.

“Je lui ai dit de ne pas faire ça. Il n'a pas écouté. Les jeunes pensent que les problèmes structurels, c'est pour les autres.”

Ce que ces quatre portraits disent ensemble

Sophie, Karim, Nathalie, Thomas n'ont rien en commun — pas le secteur, pas le niveau d'études, pas l'âge, pas la position sociale.

Ce qu'ils partagent :

Premièrement, ils n'ont pas fait d'erreur. Ils ont suivi les règles du jeu qu'on leur avait données : se former, se spécialiser, accumuler de l'expérience. Ces règles sont en train de changer plus vite que leurs carrières ne peuvent s'adapter.

Deuxièmement, la transition ne les prévient pas. Elle arrive dans leurs vies à travers une réunion d'entreprise, un mail de restructuration, une mise à jour logicielle. Pas de préavis. Pas de plan de transition. Pas de conversation nationale sur ce que la société leur doit en échange de ce qu'elle leur prend.

Troisièmement, le système ne les voit pas. Les statistiques les enregistrent comme “emplois déplacés” ou “reconversions en cours”. Elles ne mesurent pas la perte d'identité professionnelle, le sentiment d'avoir investi dans quelque chose qui ne vaut plus rien, la colère sourde de ceux qui ont joué selon les règles et se retrouvent perdants quand même.

Quatrièmement, certains s’en sortent et d’autres non — non parce que les uns sont plus intelligents ou plus courageux, mais parce que certains ont, par hasard ou par intuition, développé des compétences qui restent difficiles à automatiser : la présence physique, la relation humaine, la création ancrée dans le vécu.

Ce n’est pas une leçon de morale. C’est une observation structurelle.

Les gagnants de la transition IA ne sont pas ceux qui travaillent plus dur. Ce sont ceux dont le travail est, par nature, résistant à l’automatisation — et qui ont eu la chance de le comprendre assez tôt.

La question que ces portraits ne posent pas encore

Ces quatre personnes ne se posent pas la question politique.

Elles gèrent leur situation individuelle — formation, reconversion, adaptation, résistance.

Elles ne demandent pas : pourquoi est-ce que les gains de productivité que l’IA génère dans mon secteur ne me reviennent pas, même partiellement ? Pourquoi est-ce que la valeur créée par le logiciel qui fait mon travail va aux actionnaires de l’entreprise qui l’a développé, et pas aux travailleurs dont l’expertise a servi à l’entraîner ?

Parce que ce n’est pas la question qu’on leur a appris à poser.

C’est pourtant la question centrale. Et les chapitres suivants sont construits autour d’une seule réponse possible : les mécanismes qui permettent de capturer collectivement une partie de ces gains existent. Ils ont été testés. Certains fonctionnent.

La question n’est pas technique. Elle est politique.

À qui appartient l'IA ?

En 2023, une étude du cabinet d'analyse SemiAnalysis a estimé que cinq entreprises contrôlent entre 80 et 90 % de l'infrastructure mondiale d'entraînement des modèles d'intelligence artificielle : Nvidia (puces), Microsoft, Google, Meta, Amazon (calcul cloud et modèles).

Ce n'est pas un marché. C'est une oligopole d'infrastructure.

Et cette concentration soulève une question que les débats habituels sur l'IA n'abordent presque jamais : d'où vient la matière première de ces modèles ?

Tes données ont entraîné ces modèles

Les grands modèles de langage — GPT, Gemini, Llama, Claude — ont été entraînés sur des volumes massifs de textes humains.

Ces textes sont : des articles de presse, des livres numérisés, des forums de discussion, des réseaux sociaux, des commentaires, des e-mails, des messages, des transcriptions de vidéos. Du contenu produit par des humains sur plusieurs décennies.

Ce contenu a été collecté sans rémunération des producteurs. Les auteurs dont les œuvres ont nourri ces modèles n'ont pas été consultés ni compensés. Les contributeurs de Wikipédia — des millions de personnes qui ont écrit des encyclopédies gratuitement — ont fourni une partie substantielle des données d'entraînement sans retour.

Plusieurs procès sont en cours aux États-Unis et en Europe sur ce point : des auteurs, des artistes, des médias attaquent les grandes entreprises d'IA pour utilisation de leurs œuvres sans licence ni rémunération.

Le modèle économique est celui de la clôture des communs. Une ressource collective — le savoir humain accumulé sous forme de textes numériques — a été privatisée, transformée en capacité productive, et les profits en sont capturés par cinq entreprises.

Le modèle pétrolier — et son alternative

Il existe un précédent historique à cette situation : les ressources naturelles.

Le pétrole, le gaz, les minerais — ils se trouvent dans le sol. Ils appartiennent, en droit, à la nation dont le sol les contient. Mais pendant longtemps, leur extraction a été laissée à des entreprises privées qui en capturaient la quasi-totalité de la valeur, avec un retour minimal vers les États et leurs citoyens.

Puis certains pays ont décidé autrement.

La Norvège est le cas d'école.

En 1969, du pétrole est découvert en mer du Nord. La Norvège aurait pu suivre le modèle dominant : laisser les majors pétrolières exploiter et en garder une part via la fiscalité ordinaire.

Elle a choisi autrement. Statoil — entreprise d'État — a été créée pour s'assurer que la Norvège garde le contrôle de l'extraction. Et en 1990, le Parlement a créé le *Statens pensjonsfond utland* — le fonds de pension global de l'État norvégien, connu sous le nom de “fonds pétrolier”.

La règle est simple : les revenus du pétrole ne sont pas dépensés. Ils sont placés dans un fonds souverain. Seuls les rendements de ce fonds alimentent le budget de l'État — pas le capital lui-même.

Aujourd'hui, le fonds vaut plus de 1 400 milliards de dollars. C'est le plus grand fonds souverain du monde. Il détient en moyenne 1,5 % de toutes les entreprises cotées en bourse dans le monde.

Chaque Norvégien est, théoriquement, millionnaire à travers ce fonds. En 2023, le fonds a versé au budget de l'État l'équivalent d'environ 1 400 euros par citoyen adulte.

La question pour l'IA : pourquoi ne pas appliquer le même modèle ?

Les données des citoyens — leur contribution au savoir collectif numérique — constituent une ressource naturelle du XXI^e siècle. Si elles génèrent des profits considérables pour cinq entreprises, pourquoi une fraction de ces profits ne serait-elle pas captée par un mécanisme collectif et redistribuée aux citoyens qui ont fourni la matière première ?

Fonds souverain norvégien 1998–2023 — actifs et dividende annuel par citoyen

Fonds souverain norvégien 1998–2023 — actifs et dividende annuel par citoyen

La taxe sur les profits numériques — les mécanismes possibles

Plusieurs mécanismes ont été proposés et certains sont en cours d'implémentation.

La taxe GAFA (sur les services numériques) a été adoptée par plusieurs pays européens — France, Autriche, Royaume-Uni, Italie — à des taux de 2 à 3 % du chiffre d'affaires réalisé sur leur territoire. Son rendement annuel est de quelques centaines de millions d'euros par pays — utile, mais insuffisant à l'échelle du problème.

Le taux d'imposition minimum mondial de 15 % adopté par l'OCDE en 2021 (accord dit "Pilier 2") s'applique aux multinationales dont le chiffre d'affaires dépasse 750 millions d'euros. Il vise à réduire l'optimisation fiscale via les paradis fiscaux. Son implémentation est en cours — mais 15 % reste un taux modeste comparé à ceux en vigueur dans les décennies précédentes.

Le dividende de données — proposition de l'économiste Jaron Lanier, développée dans *Who Owns the Future?* (2013) : chaque fois que tes données sont utilisées pour entraîner un modèle ou générer une vente, tu reçois un micropaiement automatique. Ce n'est pas de la philanthropie — c'est de la rémunération pour un travail réel.

Lanier calcule que si les utilisateurs de Google étaient rémunérés pour les données qu'ils fournissent au moteur de recherche, certains recevraient des revenus équivalents à un salaire partiel.

Le fonds souverain de l'IA — proposition de plusieurs économistes et think tanks progressistes : un fonds public alimenté par une taxe sur les profits des entreprises d'IA, géré par un conseil indépendant, qui verse un dividende annuel à chaque citoyen.

La mécanique est celle du fonds pétrolier norvégien. La ressource naturelle est différente — ce sont les données et le savoir collectif. L'architecture est identique.

Concentration de l'infrastructure mondiale de l'IA — puces, cloud, modèles (2023–2024)

Concentration de l'infrastructure mondiale de l'IA — puces, cloud, modèles (2023–2024)

Ce qui bloque

Trois obstacles principaux empêchent ces mécanismes d'être adoptés à l'échelle nécessaire.

Premier obstacle : la puissance de lobbying des entreprises concernées.

Google, Meta, Microsoft, Amazon dépensent des centaines de millions de dollars chaque année en lobbying auprès des gouvernements américain et européen. Leurs représentants participent à la rédaction des réglementations qui les concernent — le mécanisme décrit dans les tomes précédents, appliqué à la régulation numérique.

Deuxième obstacle : la concurrence fiscale entre États.

Si l'Union européenne taxe davantage les profits des entreprises d'IA, celles-ci peuvent menacer de déplacer leurs activités vers des juridictions plus clémentes. Cette menace est partiellement réelle et partiellement rhétorique — le déplacement effectif d'une infrastructure d'IA est plus complexe qu'il n'y paraît — mais elle suffit à paralyser les gouvernements.

L'accord OCDE sur le taux minimum tente de répondre à ce problème en harmonisant par le bas. Ce n'est pas suffisant — mais c'est un précédent : il est possible de coordonner les États sur la fiscalité des multinationales.

Troisième obstacle : la définition de la propriété des données.

Le droit existant ne reconnaît pas les données personnelles comme une ressource dont le producteur a des droits économiques. Le RGPD européen donne des droits sur l'utilisation et l'effacement des données — pas sur leur rémunération.

Ce cadre juridique devra évoluer. Il l'a déjà fait sur d'autres ressources — les droits d'auteur, les brevets, les droits miniers. L'évolution est possible. Elle nécessite une décision politique.

La concentration n'est pas une fatalité

Il existe des précédents de démantèlement ou de régulation des oligopoles technologiques.

Standard Oil a été démantelée en 1911. AT&T a été démantelée en 1984. Microsoft a fait l'objet d'un procès antitrust en 1998 qui a contraint l'entreprise à modifier ses pratiques.

Aucun de ces démantèlements n'est venu spontanément du marché. Tous ont nécessité une décision politique — souvent impopulaire dans les milieux d'affaires, souvent combattue pendant des années par des bataillons d'avocats.

La concentration de l'infrastructure IA n'est pas une loi naturelle. Elle est le résultat d'une série de décisions — ou de non-décisions — politiques qui ont laissé se constituer ces monopoles.

Elle peut être défaite par d'autres décisions politiques.

La question est de savoir si la volonté politique existe — et qui va la construire.

Le revenu universel — L'histoire longue d'une idée raisonnable

Le revenu universel n'est pas une idée de gauche radicale née dans les années 2010.

C'est l'une des idées les plus anciennes et les plus transversales de l'histoire de la pensée économique et politique. Elle a été défendue par des libéraux et des socialistes, par des économistes de droite et de gauche, par des philosophes des Lumières et des technocrates du XXe siècle.

Ce que ses partisans ont en commun n'est pas une idéologie. C'est un constat : une société qui ne garantit pas à ses membres un niveau minimal de subsistance est une société où la liberté réelle n'existe que pour ceux qui ont de l'argent.

Thomas Paine — 1797

Thomas Paine est l'un des pères fondateurs des États-Unis. *Common Sense*, son pamphlet de 1776, a joué un rôle central dans la décision d'indépendance américaine. *Les droits de l'homme* (1791) est un texte fondateur du libéralisme politique.

En 1797, dans *Agrarian Justice*, il propose quelque chose de différent : un revenu universel.

Son argument est philosophique et économique simultanément. La terre, dit Paine, appartient naturellement à tous les êtres humains. Ceux qui en ont privatisé la propriété — les propriétaires fonciers — doivent une compensation à ceux qu'ils ont exclus de cette ressource commune.

Sa proposition concrète : à 21 ans, chaque citoyen reçoit une somme forfaitaire — une sorte de “dotation en capital” pour démarrer sa vie. Financée par une taxe sur la propriété foncière.

Ce n’est pas du socialisme. C’est du libéralisme cohérent avec lui-même : si la propriété prive d’autres de ressources naturelles communes, elle crée une dette envers eux.

Milton Friedman — 1962

Milton Friedman est l’économiste emblématique du libéralisme économique du XXe siècle. Il a conseillé Ronald Reagan et Margaret Thatcher. Il est le père intellectuel de la dérégulation et de la réduction de l’État.

Dans *Capitalisme et liberté* (1962), il propose l’impôt négatif sur le revenu — une forme de revenu universel.

Son argument est libéral par excellence : le système actuel de protection sociale est une bureaucratie inefficace qui coûte plus à administrer qu’elle ne distribue. Il vaut mieux envoyer de l’argent directement aux personnes qui en ont besoin que de financer des administrations qui le leur redistribuent après avoir prélevé leur part.

L’impôt négatif fonctionne ainsi : en dessous d’un certain seuil de revenus, au lieu de payer des impôts, on en reçoit — automatiquement, sans dossier à remplir, sans travailleur social à convaincre. Le même système fiscal qui prélève de l’argent aux revenus élevés en verse aux revenus faibles.

Simple, universel, non stigmatisant. Et défendu par l’économiste le plus libéral du XXe siècle.

Philippe Van Parijs — le Belge qui a construit le cadre

Philippe Van Parijs, économiste et philosophe belge, professeur à l'UCLouvain, est la référence mondiale contemporaine sur le revenu de base universel.

Dans *L'allocation universelle* (1995) et *Basic Income* (2017, avec Yannick Vanderborght), il pose le cadre théorique qui a depuis structuré tous les débats sérieux sur le sujet.

Sa définition est précise : un revenu de base est un revenu versé à chaque individu, inconditionnellement, sans contrepartie de travail ou de comportement, suffisant pour couvrir les besoins fondamentaux.

Trois mots clés : *individuel* (pas par ménage), *inconditionnel* (pas soumis à la recherche d'emploi ni à aucune autre condition), *universel* (versé à tous, pas seulement aux pauvres).

L'inconditionnalité est l'élément le plus radical — et le plus important. Un revenu conditionnel crée une bureaucratie de contrôle. Il stigmatise les bénéficiaires. Il peut être retiré comme outil de pression. Un revenu inconditionnel n'a aucun de ces défauts.

Les expériences réelles — ce que les données disent

Le débat sur le revenu universel n'est plus purement théorique. Plusieurs expériences ont été conduites dans des contextes réels, avec des évaluations rigoureuses.

L'Alaska Permanent Fund Dividend

En 1976, l'Alaska crée un fonds souverain alimenté par les revenus pétroliers. En 1982, il commence à verser un dividende annuel à chaque résident alaskain — enfant ou adulte — depuis au moins un an dans l'État.

Ce dividende a varié entre 331 dollars (1984) et 2 072 dollars (2015) selon les rendements du fonds et les décisions politiques. En 2023, il était de 1 312 dollars.

Quatre décennies. Onze gouverneurs. Pas un seul n'a osé le supprimer. Le dividende est politiquement intouchable — parce que chaque Alaskain le reçoit, quel que soit son revenu.

L'Alaska affiche l'un des coefficients de Gini les plus bas des États-Unis — la mesure standard des inégalités de revenus. Sa distribution des revenus est structurellement plus égalitaire que la moyenne américaine, et les études attribuent une part significative de cet écart au dividende annuel universel.

La Finlande — 2017-2018

2 000 chômeurs finlandais, tirés au sort, ont reçu 560 euros par mois pendant deux ans. Sans conditions. Sans obligation de chercher un emploi. L'argent continuait même s'ils trouvaient du travail.

Résultats évalués par l'Institut national de santé et de protection sociale (THL) : - Bien-être mental et confiance en soi significativement améliorés - Confiance dans les institutions politiques en hausse - Emploi à temps plein légèrement augmenté par rapport au groupe de contrôle — pas diminué

La crainte que les gens "arrêtent de travailler" ne s'est pas réalisée.

Stockton, Californie — 2019-2021

500 dollars par mois versés à 125 résidents à faibles revenus, tirés au sort, pendant 24 mois. Expérience privée financée par des philanthropes.

Résultats : - Emploi à temps plein dans le groupe bénéficiaire : de 28 % à 40 % - Emploi à temps plein dans le groupe de contrôle : de 25 % à 37 % - Santé mentale améliorée de façon significative - Anxiété et dépression réduites - Dépenses principalement en nourriture, utilitaires, transports — pas en alcool ni en jeux

GiveDirectly — Kenya

Depuis 2016, l'ONG GiveDirectly mène une expérience à long terme dans des villages ruraux kényans : transferts directs inconditionnels sur 12 ans.

Résultats à mi-parcours : - Consommation locale augmentée avec un effet multiplicateur (chaque dollar versé génère environ 2,6 dollars d'activité économique locale) - Investissements dans des actifs productifs (bétail, équipements agricoles) en hausse - Pas d'inflation locale significative - Entrepreneuriat en hausse

Résultats comparés des expériences de revenu universel —
Alaska, Finlande, Stockton, Kenya
Résultats comparés des expériences de revenu universel —
Alaska, Finlande, Stockton, Kenya

La synthèse convergente

Ces expériences sont différentes — contextes géographiques, montants, populations. Mais leurs résultats convergent sur plusieurs points :

Le travail ne diminue pas. Les gens ne s'arrêtent pas de travailler quand ils ont un revenu de base — sauf pour les travaux les plus dégradants et les moins utiles.

La santé mentale s'améliore. La sécurité économique réduit l'anxiété chronique qui est l'un des déterminants les plus documentés de la mauvaise santé.

L'entrepreneuriat augmente. La sécurité d'un revenu de base permet de prendre des risques que la précarité rend impossibles.

La confiance dans les institutions augmente. Les bénéficiaires d'un revenu universel font davantage confiance au système politique — ce qui est l'inverse de ce que les défenseurs du statu quo anticipaient.

Rutger Bregman — la synthèse accessible

Le journaliste néerlandais Rutger Bregman a publié en 2017 *Utopies réalistes* — traduit dans plus de trente langues, bestseller mondial.

Son argument central : le revenu universel n'est pas une utopie. C'est une politique publique testée, avec des données, qui fonctionne. Ce qui est utopique, c'est de croire que le système actuel — qui génère des inégalités croissantes, une précarité structurelle et des "bullshit jobs" — est soutenable.

Bregman a eu l'occasion de présenter ces arguments au Forum économique mondial de Davos en 2019 — devant les milliardaires et les dirigeants d'entreprises qui profitent du statu quo. Sa conclusion directe : arrêtons de parler de philanthropie et parlons de fiscalité.

La vidéo a été vue plusieurs dizaines de millions de fois.

L'idée avance.

Les objections sérieuses — Sans les esquiver

Ce livre ne prétend pas que le revenu universel est une solution simple à des problèmes complexes.

Il existe des objections sérieuses. Certaines sont rhétoriques — elles sont soulevées par ceux qui veulent bloquer le débat, pas l'avancer. Mais d'autres sont réelles et méritent une réponse honnête.

Ce chapitre les examine toutes — sans les minimiser.

Objection 1 — L'inflation

C'est l'objection la plus souvent soulevée par les économistes sceptiques.

Si l'État distribue de l'argent à tous les citoyens sans augmenter la production de biens et de services, il y a plus d'argent qui court après la même quantité de biens. Les prix montent. Le pouvoir d'achat réel du revenu universel est érodé.

La réponse honnête : cette objection est valide si et seulement si le revenu universel est financé par création monétaire — impression d'argent.

Elle ne s'applique pas si le revenu universel est financé par une redistribution — taxe sur les profits des entreprises technologiques, taxe sur les transactions financières, réduction d'autres dépenses publiques. Dans ce cas, l'argent ne vient pas de nulle part : il est prélevé là où il s'accumule et redistribué là où il sera dépensé.

Les études sur l'expérience kényane montrent d'ailleurs une inflation locale minimale — parce que les dépenses supplémentaires des bénéficiaires stimulent la production locale, pas seulement les prix.

Le risque inflationniste est réel pour un RU mal financé. Il est gérable pour un RU bien conçu. Le diable est dans le financement, pas dans le principe.

Objection 2 — Le coût

Un revenu de base de 1 000 euros par mois versé à chaque adulte belge représente environ 84 milliards d'euros annuels. Le budget fédéral belge total est d'environ 60 milliards.

C'est mathématiquement impossible sans réforme fiscale radicale.

La réponse honnête : c'est exact. Un revenu universel complet et généreux est coûteux.

Mais le débat sur le coût souffre d'un biais de cadrage : on compare le coût brut du revenu universel au budget actuel, sans déduire les économies qu'il génère.

Un revenu universel peut remplacer une partie du système actuel de protection sociale — allocations de chômage, aides au logement, minima sociaux divers. En Belgique, ces transferts représentent déjà environ 30 milliards d'euros annuels. La question n'est donc pas "84 milliards de plus" mais "84 milliards moins ce que le RU remplace".

Deuxième nuance : un revenu universel *partiel* — 500 euros plutôt que 1 000 — coûte deux fois moins et reste significatif pour les personnes à revenus faibles. Il complète le travail sans prétendre le remplacer.

Troisième nuance : les sources de financement nouvelles existent. Une taxe de 0,1 % sur les transactions financières mondiales génère des montants considérables (les marchés financiers mondiaux représentent

plusieurs centaines de milliers de milliards de dollars de transactions annuelles). La question n'est pas si le financement est possible — c'est si la volonté politique existe.

Objection 3 — Le désincitatif au travail

“Si on donne de l'argent à tout le monde, personne ne travaillera.”

C'est l'objection la plus répandue dans le débat public. Elle est aussi la moins soutenue par les données.

La réponse documentée : toutes les expériences réelles convergent — le travail ne diminue pas significativement avec un revenu universel.

Ce qui diminue, c'est le travail *dégradant, non choisi, subi*. Les bénéficiaires des expériences de revenu universel quittent plus facilement des emplois abusifs, négationnent mieux leurs conditions, osent se reconvertir.

Ce n'est pas un problème. C'est précisément le but.

Un marché du travail où les travailleurs ont le droit de refuser des conditions dégradantes est un marché du travail où les employeurs doivent proposer de meilleures conditions. Le revenu universel est aussi une réforme du marché du travail — qui rééquilibre le rapport de force entre employeurs et employés.

La seule catégorie d'emplois qui diminue clairement dans les expériences : les “bullshit jobs” — les postes que les titulaires eux-mêmes reconnaissent comme inutiles. Est-ce réellement un problème ?

Objection 4 — Le remplacement des aides ciblées

C'est l'objection qui vient de la gauche, non de la droite — et elle est plus solide.

Si le revenu universel remplace les aides ciblées existantes (allocations handicap, aides au logement, prestations familiales spécifiques), certaines personnes vulnérables qui bénéficient actuellement d'aides supérieures à 1 000 euros mensuels pourraient se retrouver perdantes.

La réponse honnête : ce risque est réel et documenté.

La solution n'est pas d'opposer revenu universel et aides ciblées — c'est de les articuler. Le RU constitue un plancher universel, en dessous duquel personne ne tombe. Les aides ciblées pour les situations spécifiques (handicap lourd, dépendance, maladie grave) s'ajoutent à ce plancher.

Ce n'est pas un remplacement. C'est une simplification du plancher — avec maintien des dispositifs spécifiques pour ceux qui en ont besoin au-delà.

Milton Friedman avait anticipé ce problème et y avait répondu dans sa proposition : l'impôt négatif garantit un minimum sans supprimer les aides spécifiques là où elles sont nécessaires.

Objection 5 — La faisabilité politique

C'est l'obstacle le plus difficile à surmonter — et le plus honnête.

Les syndicats craignent que le revenu universel dévalorise le travail salarié et affaiblisse leur pouvoir de négociation. Les employeurs craignent que les travailleurs qui ont un revenu de base exigent de meilleures conditions. Les gouvernements de droite voient dans le RU un chèque en blanc à "l'inactivité". Les gouvernements de gauche voient dans le RU une menace pour les aides ciblées et pour les travailleurs sociaux qui les administrent.

Autrement dit : le revenu universel a des adversaires dans tous les camps.

La réponse honnête : c'est exact. Et c'est précisément pourquoi il n'a pas encore été adopté à grande échelle.

L'Alaska Permanent Fund Dividend est la grande exception — et il fonctionne depuis quarante ans parce qu'il est ancré dans une ressource naturelle tangible (le pétrole), versé à tous (y compris aux plus aisés, ce qui réduit l'opposition politique), et qu'il a créé une habitude impossible à supprimer.

La leçon alaskaine : un revenu universel qui commence petit, ancré dans une ressource visible et légitime, et qui verse à tous sans exception, est politiquement durable.

Ce n'est pas une réforme qui se vote en un mandat. C'est une architecture qui se construit en vingt ans.

Objection 6 — Et si les robots ne détruisent pas autant d'emplois que prévu ?

C'est l'objection optimiste.

Les prédictions de destruction massive d'emplois par la technologie ont souvent été exagérées. Après chaque révolution technologique, de nouveaux emplois ont émergé. Peut-être que l'IA sera la même chose — des emplois détruits ici, créés là, bilan global équilibré.

La réponse honnête : c'est possible.

Mais même dans le scénario optimiste où l'IA ne détruirait "que" 15 % des emplois dans les vingt prochaines années — comme l'estime l'OCDE — cela représente des dizaines de millions de personnes qui doivent se reconverter dans un délai court.

Et même dans le scénario où tous les emplois sont remplacés par de nouveaux emplois, la question de la distribution des gains de productivité reste entière. Les entreprises qui utilisent l'IA pour doubler leur productivité vont-elles automatiquement doubler les salaires ou les parts dans les résultats ? L'histoire des trois cycles précédents suggère que non.

Le revenu universel n'est pas seulement une réponse à la destruction d'emplois. C'est une réponse à la question de qui capte les gains de productivité. Cette question se pose que l'IA détruit 15 % ou 50 % des emplois.

Ce que les objections ne disent pas

Aucune de ces objections n'invalide le principe. Elles pointent vers des questions de conception, de financement, d'articulation avec les systèmes existants.

Ce sont des problèmes d'ingénierie — sérieux, mais pas fondamentaux. Ils ont des réponses documentées.

Ce qui n'a pas de réponse documentée, c'est comment maintenir une société cohérente quand les gains de productivité continuent à s'accumuler dans les mains d'une fraction décroissante de la population, tandis qu'une fraction croissante vit dans la précarité.

L'absence de revenu universel a aussi des coûts. Ils sont simplement moins visibles — parce qu'ils sont diffus, chroniques, et que personne n'en tient la comptabilité.

Les modèles alternatifs — Au-delà du revenu universel

Le revenu universel n'est pas la seule réponse à la question de la redistribution des gains de productivité.

Il existe d'autres mécanismes — certains déjà expérimentés, d'autres encore à l'état de proposition — qui agissent sur différents leviers. Certains distribuent de l'argent. D'autres redistribuent du temps. D'autres encore transforment la propriété des outils de production.

Ils ne sont pas mutuellement exclusifs. Ils forment un écosystème de réponses possibles.

La microtaxe sur les transactions financières

Les marchés financiers mondiaux représentent des volumes de transactions astronomiques. En 2022, le marché des changes (forex) à lui seul représentait environ 7 500 milliards de dollars de transactions *quotidiennes*. Les marchés d'actions, d'obligations, de produits dérivés ajoutent des milliers de milliards supplémentaires.

Une taxe de 0,1 % — un euro pour mille euros de transactions — sur ces volumes génère des recettes considérables.

L'économiste James Tobin a proposé ce mécanisme en 1972 pour réduire la spéculation sur les changes. Depuis, la proposition a été élargie à l'ensemble des transactions financières.

Plusieurs pays ont adopté des versions partielles. La France applique depuis 2012 une taxe sur les transactions d'actions françaises de grande capitalisation. Le Royaume-Uni applique depuis longtemps un "stamp duty" de 0,5 % sur les achats d'actions.

L'Union européenne a tenté depuis 2011 d'adopter une taxe harmonisée sur les transactions financières. La proposition a été bloquée — non pas parce qu'elle est techniquement impossible, mais parce que le lobbying du secteur financier a réussi à maintenir suffisamment d'États membres dans l'opposition.

Le principe est solide. L'obstacle est politique, pas économique.

La semaine de quatre jours

Une approche radicalement différente : plutôt que de redistribuer les gains de productivité sous forme d'argent, les redistribuer sous forme de temps.

Si la productivité augmente de 20 % grâce à l'IA ou à l'automatisation, deux options existent : produire 20 % de plus avec le même nombre d'heures de travail (ce qui bénéficie aux propriétaires du capital) — ou produire la même chose avec 20 % d'heures en moins (ce qui bénéficie aux travailleurs).

La semaine de quatre jours est l'application pratique de la seconde option.

L'expérience islandaise (2015-2019) est la plus rigoureusement évaluée. 2 500 travailleurs du secteur public ont travaillé 4 jours par semaine sur 4 ans. Résultats : productivité maintenue ou légèrement augmentée dans la quasi-totalité des cas, absentéisme en baisse, satisfaction au travail en hausse, dépenses de santé publique en légère baisse.

L'expérience britannique (2022) a impliqué 61 entreprises et 2 900 salariés pendant six mois. 92 % des entreprises ont maintenu la semaine de quatre jours au terme de l'expérience. Revenus des entreprises en légère hausse.

Le Japon a encouragé depuis 2021 les grandes entreprises à adopter la semaine de quatre jours. Panasonic, Hitachi, Fujitsu l'ont adopté pour les employés volontaires.

La semaine de quatre jours n'est pas un coût — dans les expériences documentées, elle est neutre ou légèrement positive pour la productivité. Ce qu'elle redistribue, c'est du temps : le bien le plus rare que l'économie moderne consume.

Elle n'est pas en contradiction avec le revenu universel. Les deux peuvent coexister. Mais elle offre une voie d'entrée politique plus facile — moins de résistance idéologique, plus d'exemples concrets à montrer.

Semaine de 4 jours — résultats des expériences internationales (productivité & bien-être)

Semaine de 4 jours — résultats des expériences internationales (productivité & bien-être)

L'actionnariat salarié et les coopératives

Une troisième approche change non pas la distribution des revenus mais la structure de propriété.

Si les travailleurs possèdent une part de l'entreprise qui les emploie, les gains de productivité leur reviennent directement — pas via une redistribution externe, mais via les dividendes de leur propre capital.

Le groupe Mondragon en Espagne Basque est le modèle le plus étudié. Fondé en 1956 par un prêtre catholique, José María Arizmendiarieta, Mondragon est aujourd'hui l'un des dix plus grands groupes espagnols — avec 80 000 employés-coopérateurs dans l'industrie, la distribution, la finance et l'éducation.

Dans une coopérative Mondragon, chaque travailleur est actionnaire. La différence de salaire entre le mieux payé et le moins bien payé ne peut excéder un ratio défini (historiquement 1:9, parfois élargi). Les décisions stratégiques sont votées. Les profits sont redistribués aux coopérateurs.

Mondragon a traversé la crise de 2008 sans licenciements massifs — en redistribuant les heures entre coopérateurs plutôt qu’en supprimant des postes.

Ce modèle a des limites : il est difficile à appliquer dans les secteurs nécessitant des capitaux extérieurs importants, et il a montré des tensions dans ses filiales internationales où les travailleurs ne sont pas coopérateurs. Mais il prouve qu’un modèle d’entreprise où les travailleurs sont propriétaires est viable à grande échelle et dans la durée.

En dehors de Mondragon, l’actionnariat salarié se développe dans différentes formes : ESOP (Employee Stock Ownership Plans) aux États-Unis, participation aux bénéfices obligatoire en France pour les entreprises de plus de 50 salariés. Ces mécanismes restent partiels — mais ils vont dans la direction d’une propriété plus distribuée des outils de production.

Le droit aux dividendes de ses données

Jaron Lanier, informaticien et musicien américain, pionnier de la réalité virtuelle, a développé dans *Who Owns the Future?* (2013) une proposition qui anticipe avec dix ans d’avance les débats actuels sur l’IA.

Son argument : les données personnelles des utilisateurs constituent un travail non rémunéré. Chaque recherche Google, chaque photo Instagram, chaque message WhatsApp entraîne les algorithmes qui génèrent des profits considérables pour les plateformes.

Si ce travail était rémunéré — via des micropaiements automatiques chaque fois que tes données contribuent à une vente, à un entraînement de modèle, à une publicité ciblée — les revenus des utilisateurs pourraient être significatifs.

Lanier calcule que les utilisateurs de Google, s’ils étaient rémunérés pour leurs données de recherche, pourraient recevoir l’équivalent d’un revenu partiel.

Cette proposition nécessite deux choses : un cadre juridique qui reconnaît les données personnelles comme une ressource dont le producteur a des droits économiques (pas seulement des droits à l'effacement comme le RGPD), et une infrastructure technique qui permet les micropaiements automatiques.

Aucune des deux n'existe encore. Mais le RGPD a montré qu'il est possible d'imposer des règles aux plateformes mondiales sur les données. L'extension aux droits économiques est une étape supplémentaire — pas un saut dans l'inconnu.

Le revenu universel partiel — la voie réaliste

Une synthèse pragmatique : plutôt qu'un revenu universel complet qui remplace une partie de la protection sociale, un revenu universel *additionnel et partiel*.

400 à 600 euros par mois, versés à tous les adultes, financés par une combinaison de taxe sur les transactions financières, de taxe sur les profits des entreprises numériques, et d'une légère réforme fiscale. Non substitutif aux aides existantes — complémentaire.

Ce montant ne permet pas de vivre sans travailler. Mais il change significativement le rapport de force entre employeurs et employés. Il permet de refuser un emploi abusif, de négocier ses conditions, de se reconverter, de lancer un projet.

C'est le niveau auquel les expériences réelles — Finlande, Stockton — ont montré des effets positifs documentés.

C'est le niveau finançable sans révolution fiscale, en combinant des mécanismes existants.

Et c'est un point d'entrée politique : une fois adopté, il crée une habitude — comme l'Alaska — qui le rend difficile à supprimer.

Kate Raworth — le cadre planétaire

L'économiste britannique Kate Raworth a introduit dans *La théorie du donut* (2017) un cadre qui intègre les dimensions sociales et environnementales.

Son modèle définit deux limites : un plancher social — en dessous duquel on tombe dans la misère et la privation — et un plafond écologique — au-delà duquel on dépasse les limites planétaires.

L'économie doit opérer dans cet espace en forme de beignet (*donut*) : assez pour satisfaire les besoins de tous, pas trop pour ne pas détruire les conditions de vie de la planète.

Ce cadre réoriente la question du revenu universel : l'objectif n'est pas la croissance infinie, mais la suffisance universelle dans les limites du possible. Une formulation que Keynes n'aurait pas reniée.

Les communs numériques — Quand la propriété collective fonctionne déjà

Il existe une contre-preuve à l'idée que la propriété privée est la seule façon d'organiser la création de valeur à grande échelle.

Elle est visible sur votre écran. Vous l'utilisez probablement chaque jour. Elle génère des milliards de dollars de valeur économique. Elle n'appartient à personne — ou plutôt, elle appartient à tout le monde.

Elle s'appelle les communs numériques.

Quatre cas qui réfutent une certitude

Wikipedia

Wikipedia est la sixième encyclopédie la plus consultée de l'histoire humaine — et de loin la plus grande. 60 millions d'articles en 333 langues. Mis à jour en temps réel par 280 000 contributeurs actifs dans le monde. Disponible gratuitement dans chaque pays, sur chaque appareil, sans publicité.

Son budget annuel : 160 millions de dollars. Celui de l'Encyclopædia Britannica à son apogée : 400 millions de dollars pour un dixième du contenu.

Wikipedia n'appartient à aucun actionnaire. Elle est gérée par la Wikimedia Foundation, une organisation à but non lucratif dont le financement provient de dons individuels — la majorité inférieurs à 15 euros.

En termes d'économie classique, Wikipedia ne devrait pas exister. Le problème du "passager clandestin" — la logique qui veut que personne ne contribue à un bien collectif dont tout le monde peut profiter gratuitement

— aurait dû la tuer dans l’œuf. Elle existe depuis 2001. Elle est plus fiable, plus à jour et plus complète que n’importe quelle encyclopédie privée qui l’a précédée.

Linux et le logiciel libre

Linux est un système d’exploitation. Il fait tourner 96 % des serveurs web mondiaux, la quasi-totalité des supercalculateurs, Android (le système d’exploitation de 3 milliards de smartphones), les infrastructures de Google, Amazon, Facebook, et la majorité des systèmes embarqués dans les voitures, les avions et les appareils médicaux.

Il a été créé en 1991 par Linus Torvalds, étudiant finlandais de 21 ans, qui a publié son code gratuitement sur internet.

Depuis, des dizaines de milliers de développeurs dans le monde y ont contribué — la plupart bénévolement, certains rémunérés par des entreprises qui ont compris l’intérêt de maintenir l’infrastructure commune. IBM, Google, Intel, Red Hat investissent des centaines de millions par an dans le développement de Linux — parce que la valeur qu’ils en tirent dépasse largement ce qu’ils y mettent.

Valeur économique totale générée par Linux et les logiciels open source associés : estimée à plusieurs centaines de milliards de dollars par an dans une étude de l’Université Harvard (2024). Coût de recréation de ce code from scratch : environ 13 milliards de dollars pour le noyau Linux seul.

Personne n’en est propriétaire. Tout le monde peut l’utiliser, le modifier, le redistribuer.

OpenStreetMap

OpenStreetMap est la carte du monde la plus détaillée et la plus précise qui existe dans de nombreuses régions — en particulier dans les pays en développement où Google Maps n’a pas encore investi.

Elle a été créée par des volontaires depuis 2004. Plus de 10 millions de contributeurs dans le monde ont cartographié chaque rue, chaque sentier, chaque bâtiment. Après le séisme de 2010 en Haïti, des bénévoles d'OpenStreetMap ont cartographié Port-au-Prince en 48 heures — permettant aux équipes de secours de naviguer dans une ville qu'aucune carte commerciale ne couvrait avec une précision suffisante.

Utilisée par Uber, Lyft, Facebook, l'ONU, la Croix-Rouge, et des centaines de gouvernements qui ne peuvent pas se payer les licences de données cartographiques privées.

Coût : zéro. Propriété : aucun actionnaire.

Signal

Signal est une application de messagerie chiffrée. Elle est utilisée par des journalistes d'investigation, des défenseurs des droits humains, des dissidents politiques dans des régimes autoritaires, des avocats, des médecins — et par des dizaines de millions d'utilisateurs ordinaires qui préfèrent que leurs conversations restent privées.

Elle est développée par la Signal Foundation, une organisation à but non lucratif. Son code est entièrement public — n'importe qui peut vérifier qu'il ne contient pas de portes dérobées. Elle ne collecte pas de données. Elle ne monétise pas ses utilisateurs. Son budget provient de dons.

Valeur marchande estimée si elle était une entreprise privée : plusieurs milliards de dollars.

Ce que ces quatre cas ont en commun

Wikipedia, Linux, OpenStreetMap, Signal sont des communs numériques. Ils partagent quatre caractéristiques.

Ils sont non-rivaux. Un bien rival, c'est un bien dont l'usage par une personne empêche l'usage par une autre. Une pomme mangée ne peut pas être mangée deux fois. Un code logiciel utilisé par un million de personnes n'est pas "épuisé" — il est toujours entier et disponible.

Ils sont ouverts. N'importe qui peut les utiliser, les modifier, les améliorer — sous réserve de respecter les règles de la communauté qui les maintient.

Ils sont gouvernés collectivement. Ils ne sont pas anarchiques. Ils ont des règles, des processus de décision, des mécanismes de résolution de conflits. Mais ces règles sont établies par la communauté des contributeurs, pas par des actionnaires.

Ils produisent une valeur qui ne peut pas être privatisée. Quand Google améliore Linux pour ses serveurs, l'amélioration doit être publiée. Elle revient à tous. Le modèle empêche structurellement l'accumulation privée de la valeur collective.

Elinor Ostrom et le mythe de la tragédie des communs

En 1968, l'écologue Garrett Hardin publie un article devenu célèbre : "La tragédie des communs". Sa thèse : tout bien partagé est condamné à la surexploitation, parce que chaque individu a intérêt à maximiser son usage personnel sans tenir compte du coût collectif. La seule solution : la propriété privée ou la régulation étatique.

Cet article a été utilisé pendant quarante ans pour justifier les privatisations — des terres agricoles, des ressources naturelles, des services publics, des infrastructures.

En 2009, Elinor Ostrom reçoit le prix Nobel d'économie. Sa réponse à Hardin, construite sur trente ans de recherche empirique dans des dizaines de pays : **les communs ne se détruisent pas automatiquement**. Ils peuvent être gérés durablement — si la communauté développe des règles adaptées à leur contexte et des mécanismes de contrôle légitimes.

Elle a étudié des systèmes de pêche au Maine, des systèmes d'irrigation en Espagne, des forêts communales au Japon, des pâturages en Suisse — certains maintenus de façon durable depuis des siècles, sans propriété privée et sans régulation étatique centralisée.

Sa conclusion : la tragédie des communs est un cas particulier, pas une règle universelle. Et dans le domaine numérique — où les ressources sont non-rivales — la logique de Hardin ne s'applique pas du tout.

Ce que les communs numériques changent pour la question de l'IA

L'intelligence artificielle pose une question de propriété que les communs numériques éclairent directement.

Les grands modèles d'IA — GPT, Gemini, Claude, Llama — ont été entraînés sur des données produites par des milliards d'humains. Des livres écrits, des articles publiés, des conversations tenues, des images créées — par des enseignants, des écrivains, des journalistes, des photographes, des programmeurs — qui n'ont jamais consenti à ce que leur travail serve à entraîner un système commercial.

La valeur des grands modèles d'IA est collective dans son origine. Elle est privée dans sa capture.

Des alternatives existent.

Mistral AI, société française, a publié plusieurs de ses modèles en open source. N'importe qui peut les télécharger, les utiliser, les modifier. Ce choix a des limites — les données d'entraînement restent opaques — mais il s'inscrit dans la logique des communs.

Meta a publié Llama, son modèle fondateur, en open source. La décision est partiellement stratégique — Meta n'a pas les mêmes revenus que Google ou Microsoft à protéger dans l'IA propriétaire. Mais le résultat est que Llama est utilisé par des universités, des chercheurs indépendants, des entreprises de pays en développement qui n'auraient pas accès aux modèles propriétaires.

Le mouvement des données d'entraînement ouvertes — des projets comme Common Crawl, The Pile, ROOTS — constitue des corpus de données publics que n'importe qui peut utiliser pour entraîner des modèles. Ces projets sont le pendant, pour l'IA, de ce qu'OpenStreetMap est pour la cartographie.

La question politique derrière la question technique

Les communs numériques ne sont pas une utopie. Ils existent. Ils fonctionnent. Ils génèrent des milliards de valeur économique.

Mais ils sont structurellement sous-financés.

Wikipedia fonctionne avec 160 millions de dollars par an. Google génère plusieurs milliards de dollars de valeur grâce à Wikipedia — via les résultats de recherche qui renvoient vers elle, via les informations que son moteur extrait directement. Google verse à Wikipedia : zéro.

Linux est maintenu par des milliers de développeurs dont beaucoup travaillent bénévolement. Il fait tourner les infrastructures des entreprises les plus valorisées au monde. Ces entreprises contribuent — mais pas à proportion de la valeur qu'elles en tirent.

Le problème n'est pas que les communs numériques ne fonctionnent pas. C'est qu'ils fonctionnent dans un écosystème conçu pour les exploiter plutôt que les soutenir.

La question politique est : comment financer les communs à la hauteur de la valeur qu'ils créent ?

Des réponses concrètes existent.

Une taxe sur les entreprises qui utilisent des infrastructures open source au-delà d'un certain seuil de revenu — reversée à des fonds de maintenance des communs. C'est l'idée derrière la *Cybersecurity Executive Order* américaine de 2021, qui a alloué pour la première fois des fonds fédéraux à la sécurisation de l'open source.

Une obligation de contribution pour les entreprises qui entraînent des modèles d'IA sur des données publiques — reversement d'une fraction des profits à un fonds souverain de données. C'est ce que propose le rapport Vilani (2018) sur l'IA française, en partie repris par la Commission européenne dans l'AI Act.

Un statut juridique européen pour les communs numériques — leur donnant une existence légale et un accès aux financements publics. La Belgique a expérimenté ce type de statut pour les coopératives de données.

Ce que vous pouvez faire maintenant

Les communs numériques ne nécessitent pas d'attendre une décision politique pour exister.

Utiliser un navigateur basé sur Firefox plutôt que Chrome, c'est choisir un commun contre un monopole. Utiliser Signal plutôt que WhatsApp, c'est choisir une infrastructure dont les données ne sont pas monétisées.

Contribuer à Wikipedia — même une correction mineure — c'est maintenir une infrastructure collective. Utiliser OpenStreetMap, c'est alimenter un bien commun plutôt qu'enrichir une base de données privée.

Ces choix individuels ne changent pas le rapport de force global. Mais ils maintiennent l'existence des alternatives.

Et dans une transition où les règles du jeu vont être réécrites, la survie des alternatives est une condition nécessaire — pas suffisante, mais nécessaire — pour que les nouvelles règles puissent être différentes des anciennes.

Les communs numériques prouvent que quelque chose d'autre est possible.

Cela ne les rend pas inévitables.

Cela les rend nécessaires.

Les outils de la démocratie réelle

Un citoyen qui a peur de perdre son emploi ne vote pas librement.

Il vote pour la stabilité — même quand la stabilité le défavorise. Il accepte des conditions de travail dégradantes parce que l’alternative, c’est la précarité. Il soutient des politiques qui lui nuisent parce qu’il n’a pas les moyens de se passer de l’emploi qu’elles protègent — le sien, pour l’instant.

La peur économique est le mécanisme de contrôle le plus efficace de tous ceux décrits dans cette série. Pas besoin de manipulation sophistiquée, pas besoin de soft power, pas besoin de capture des résistances — la peur de ne pas pouvoir payer le loyer du mois prochain suffit à rendre un citoyen docile.

C’est pourquoi le pilier économique — revenu universel, redistribution des gains de productivité — est nécessaire mais insuffisant.

Un citoyen économiquement sécurisé qui n’a aucun pouvoir de décision reste un mouton mieux nourri. La liberté économique est la condition de la liberté politique — pas son substitut.

Il faut les deux.

Le problème de la démocratie représentative

La démocratie représentative a une logique simple : les citoyens élisent des représentants qui décident à leur place. Ce modèle a été conçu au XVIIIe siècle, quand les communications étaient lentes, l’éducation rare et la politique complexe.

Ces justifications sont moins solides aujourd’hui. Les citoyens ont accès à l’information. Ils peuvent s’organiser. Ils peuvent participer directement à certaines décisions.

Mais le modèle représentatif présente une vulnérabilité fondamentale que les tomes précédents ont documentée abondamment : les représentants peuvent être capturés.

Capturés par les intérêts économiques qui financent leurs campagnes. Capturés par la logique institutionnelle de leur parti. Capturés par le lobbying des industries qu’ils sont censés réguler. Capturés par la perspective d’une carrière post-mandat dans le secteur privé.

Les représentants ne sont pas forcément corrompus au sens légal. Mais ils sont structurellement exposés à des influences que leurs électeurs ne sont pas.

La solution n’est pas de supprimer la démocratie représentative. C’est de l’encadrer par des mécanismes qui donnent aux citoyens un pouvoir direct sur les décisions qui les concernent — et qui empêchent la capture institutionnelle.

Le référendum d’initiative citoyenne

Le RIC — Référendum d’Initiative Citoyenne — est un mécanisme qui permet aux citoyens de proposer une loi, de s’opposer à une loi adoptée par le Parlement, ou de modifier la Constitution, sans passer par l’approbation préalable des élus.

En France, ce mécanisme a été au cœur des revendications des Gilets Jaunes en 2018-2019. En Belgique, Étienne Chouard, professeur dans l’enseignement supérieur, en a fait son combat depuis des années.

Mais le modèle le plus développé et le plus ancien est suisse.

La Suisse — 175 ans de démocratie directe.

La Confédération helvétique pratique le référendum d'initiative populaire depuis 1891. En moyenne, les citoyens suisses votent quatre fois par an sur des propositions législatives — certaines venues du Parlement, certaines venues des citoyens.

Pour déclencher un référendum facultatif (contre une loi adoptée) : 50 000 signatures en 100 jours. Pour lancer une initiative populaire (proposition de révision constitutionnelle) : 100 000 signatures en 18 mois.

Résultats en 175 ans : - Le pays est politiquement stable — il n'y a pas de révolution suisse. - Les politiques adoptées reflètent mieux les préférences de la majorité que dans les démocraties purement représentatives. - Les citoyens suisses sont parmi les plus informés politiquement d'Europe — parce qu'ils ont réellement quelque chose à décider. - Certaines initiatives sont rejetées — le peuple n'est pas toujours "progressiste" au sens que les élites définissent ce terme. Mais il décide.

L'objection classique : "le peuple n'est pas compétent pour décider de questions complexes."

Réponse : les élus non plus — et eux ont des conflits d'intérêts documentés que les citoyens n'ont pas. La Suisse a adopté, par référendum populaire, des politiques de stabilité financière que les élus des pays voisins n'ont jamais osé proposer.

Le tirage au sort

La démocratie athénienne, inventrice du concept, ne reposait pas sur l'élection. Elle reposait sur le tirage au sort.

Les magistrats, les membres des jurys, les représentants des assemblées — tirés au sort parmi les citoyens éligibles. L'idée : n'importe quel citoyen peut exercer une fonction publique. L'élection, au contraire, sélectionne une aristocratie — les plus riches, les plus connus, les meilleurs communicants.

Cette idée a été redécouverte sous différentes formes dans les dernières décennies.

L'Assemblée Citoyenne irlandaise (2016-2018).

99 citoyens tirés au sort, représentatifs de la population irlandaise en âge, genre, région et statut socio-économique, ont délibéré pendant dix-huit mois sur des sujets que le Parlement ne voulait pas traiter — notamment la légalisation de l'avortement et le mariage homosexuel.

Leurs propositions ont été soumises à référendum. L'avortement a été légalisé à 66 %. Le mariage homosexuel à 62 %.

Des sujets que le Parlement irlandais, sous pression de l'Église catholique, n'aurait jamais pu voter librement — traités et résolus par des citoyens ordinaires en dix-huit mois.

La Convention Citoyenne pour le Climat (France, 2019-2020).

150 citoyens tirés au sort, délibération de neuf mois, 149 propositions concrètes pour réduire les émissions de carbone françaises de 40 % en 2030.

Le gouvernement Macron a annoncé qu'il reprendrait "sans filtre" les propositions. Il en a retenu 3 sur 149. Les 146 restantes ont été ignorées.

La leçon de cet exemple est double : le tirage au sort *fonctionne* — les propositions étaient de qualité et les experts les ont jugées ambitieuses mais réalistes. Mais la capture politique *aussi* — si les propositions ne sont pas contraignantes pour les élus, elles peuvent être ignorées.

La solution : des assemblées citoyennes avec un pouvoir décisionnel réel — pas consultatif.

Le G1000 belge (2011).

1 000 citoyens belges tirés au sort ont délibéré pendant la plus longue crise gouvernementale de l’histoire belge — 541 jours sans gouvernement. Leurs propositions, jugées par des experts indépendants comme supérieures en qualité à celles produites par le Parlement, n’ont pas été adoptées non plus.

Là encore : la qualité des délibérations citoyennes est documentée. L’obstacle est politique — pas la compétence des citoyens.

David Van Reybrouck, historien belge, a systématisé ces arguments dans *Contre les élections* (2013) — l’un des essais politiques les plus traduits de sa génération. Sa thèse : l’élection est une technologie de gouvernance du XVIIIe siècle, conçue pour une société d’aristocratie. Elle sélectionne les meilleurs communicants, pas les meilleurs décideurs. Le tirage au sort est plus démocratique.

Le mandat impératif

Dans le modèle représentatif actuel, un élu qui trahit son programme n’encourt aucune sanction. Il peut changer de position, voter l’inverse de ce qu’il a promis, rejoindre le camp adverse — il reste en fonction jusqu’à la prochaine élection.

Le mandat impératif change cette règle : l’élu qui ne respecte pas son programme est révocable.

Ce n’est pas une invention radicale. Les corporations médiévales envoyaient des représentants aux assemblées avec des mandats précis — ils pouvaient négocier sur des points de détail, pas trahir les positions de leurs mandants sur les questions fondamentales.

L’objection classique : “le représentant doit pouvoir s’adapter à l’évolution des circonstances.”

La réponse : s'adapter, oui — dans le cadre des orientations votées. Trahir une position fondamentale, non. La distinction est documentable. Un élu qui avait promis de ne pas privatiser les hôpitaux et qui vote leur privatisation trahit son mandat. C'est observable, mesurable, définissable en termes juridiques.

La rotation obligatoire

Une carrière politique professionnelle crée exactement les incitations qui mènent à la capture.

L'élu qui sait qu'il sera là dans vingt ans développe des intérêts dans la perpétuation de sa position. Il négocie avec les mêmes lobbies pendant vingt ans. Il recrute son entourage dans les mêmes réseaux. Il finit par représenter moins ses électeurs que les intérêts auxquels il est exposé quotidiennement.

La rotation obligatoire — mandats limités dans le temps, non renouvelables — empêche la professionnalisation. Elle renouvelle régulièrement les personnes qui exercent le pouvoir.

La Rome républicaine avait institutionnalisé ce principe : les magistratures étaient annuelles, non reconductibles. Le consul de cette année ne pourrait pas être consul l'année prochaine. Ce système a maintenu la République pendant cinq siècles.

La Suisse limite certaines fonctions exécutives dans le temps. Les États-Unis limitent la présidence à deux mandats depuis 1951. Ces exemples partiels montrent que la rotation est compatible avec la gouvernance efficace.

La transparence totale des financements

La plupart des mécanismes de capture décrits dans cette série opèrent dans l'ombre — financements indirects, conflits d'intérêts non déclarés, portes tournantes non documentées.

Une exigence de transparence totale et en temps réel des financements politiques — partis, think tanks, campagnes, fondations — ne supprime pas ces influences. Mais elle les rend visibles.

Un financement visible est un financement gérable — les citoyens peuvent en tenir compte dans leur vote. Un financement caché est un financement structurel — il opère sans possibilité de correction.

La directive européenne sur la transparence des financements politiques (adoptée 2023) est un pas dans cette direction. Elle reste insuffisante — notamment sur les financements indirects via des fondations et des associations.

La subsidiarité radicale

Le principe est inscrit dans les traités européens depuis Maastricht (1992) : les décisions doivent être prises au niveau le plus bas possible.

Ce qui peut être décidé dans la commune ne doit pas remonter à la région. Ce qui peut être décidé à la région ne doit pas remonter à l'État. Ce qui peut être décidé à l'État ne doit pas remonter à l'UE.

En pratique, le principe est systématiquement violé — non par accident, mais parce que la centralisation du pouvoir est dans l'intérêt de ceux qui le détiennent.

Plus la décision est locale, plus les citoyens peuvent l'influencer directement. Plus elle est lointaine — Bruxelles, Washington, le FMI — moins ils ont prise.

La subsidiarité radicale, appliquée sérieusement, redistribue le pouvoir décisionnel vers les niveaux où les citoyens ordinaires peuvent réellement l'exercer.

Le lien fondamental

Ces outils politiques — RIC, tirage au sort, mandat impératif, rotation, transparence, subsidiarité — ne fonctionnent pleinement qu'avec un pilier économique.

Un citoyen précaire qui tire au sort pour siéger dans une assemblée citoyenne mais qui perd ses revenus pendant les délibérations ne peut pas participer. Un citoyen qui vote librement mais qui a peur de perdre son emploi si sa région vote “mal” ne vote pas librement.

La liberté économique est la condition de l'exercice réel des libertés politiques.

Et les libertés politiques sont la condition pour que les mécanismes de redistribution économique ne soient pas capturés par ceux qui ont intérêt à les bloquer.

Les deux piliers se tiennent mutuellement. C'est pourquoi ce tome les traite ensemble.

Conclusion — La réponse au diagnostic

Ce livre a commencé avec une question posée par Keynes en 1930 : si la technologie génère des gains de productivité considérables, pourquoi ne travaillons-nous pas quatre heures par jour ?

La réponse traverse les huit tomes de cette série.

Parce que l'opinion publique est fabriquée de façon à rendre cette question illégitime. Parce que les structures géopolitiques maintiennent des rapports de force qui bénéficient à ceux qui possèdent le capital. Parce que le soft power culturel normalise l'ordre existant comme naturel et inévitable. Parce que les garde-fous institutionnels sont capturés par ceux qu'ils devraient contrôler. Parce que le système économique fabrique l'obéissance en rendant la survie dépendante de l'emploi. Parce que les résistances qui émergent sont elles-mêmes capturées avant d'avoir pu menacer les structures fondamentales.

Six mécanismes. Une mécanique d'ensemble.

Les deux réponses

Ce tome a construit deux réponses à la même question.

La première est personnelle et immédiate. Detroit nous l'a montrée avant tout le monde : quand le système se retire, ceux qui s'en sortent ne sont pas ceux qui attendent qu'il revienne. Ce sont ceux qui ont commencé à cultiver, à coopérer, à transmettre, à construire des liens et des pratiques qui ne dépendent pas du système central. Les cinq autonomies — alimentaire, financière, intellectuelle, énergétique, sanitaire — ne sont pas des

préparatifs apocalyptiques. Ce sont des habitudes de résilience ordinaire, accessibles à tous, qui réduisent la dépendance sans attendre que les institutions changent.

La seconde est collective et structurelle.

Ce que ce tome a construit

Ce tome ne prétend pas avoir résolu ces mécanismes.

Il a documenté que des alternatives existent — pas dans l’imagination, mais dans des expériences réelles, avec des données évaluées, dans des pays qui ont choisi de construire différemment.

La Norvège a décidé que les revenus pétroliers appartiendraient à tous ses citoyens. Quarante ans plus tard, c’est le pays le plus riche d’Europe par habitant et l’un des plus égalitaires.

L’Alaska verse un dividende annuel à chaque résident depuis 1982. Aucun gouvernement n’a osé le supprimer.

La Suisse pratique la démocratie directe depuis 1848. C’est le pays politiquement le plus stable d’Europe.

L’Irlande a confié à 99 citoyens tirés au sort le soin de délibérer sur l’avortement. Leurs conclusions ont été adoptées à 66 % par référendum.

Ces exemples ne sont pas parfaits. Ils ont des limites, des coûts, des angles morts. Mais ils existent — et cela suffit à invalider l’argument que “ça ne peut pas fonctionner”.

Ça fonctionne. La question est de savoir si on décide de le faire.

Ce que l'IA change

L'intelligence artificielle n'est pas la cause de l'inégalité dans la distribution des gains de productivité. Cette inégalité existe depuis 1760.

Mais elle en est le révélateur final — et le catalyseur.

Si les modèles économiques et politiques actuels ne changent pas, la transition vers l'IA va produire la plus grande concentration de richesse de l'histoire humaine. Cinq entreprises contrôlent l'infrastructure. Ces entreprises ont été construites avec les données de milliards de personnes. Elles vont générer des profits que l'histoire n'a jamais vus. Et ces profits vont à leurs actionnaires.

Si des mécanismes de redistribution sont mis en place — fonds souverain de l'IA, taxe sur les profits numériques, dividende de données, revenu universel — la même transition peut produire quelque chose d'inédit : une société où les gains de productivité bénéficient effectivement à tous.

Ce n'est pas une loi naturelle. C'est un choix politique.

L'espoir documenté

Ce livre ne conclut pas sur l'optimisme.

L'optimisme est une posture émotionnelle. Ce qui suit est une observation factuelle.

Les inégalités mondiales entre pays — riches vs pauvres — ont *diminué* dans les trente dernières années. Pas assez, pas assez vite, avec des mécanismes contestables. Mais elles ont diminué. Des millions de personnes sont sorties de la pauvreté absolue.

L'espérance de vie mondiale a augmenté de vingt-cinq ans depuis 1960. La mortalité infantile a été divisée par cinq. L'accès à l'éducation s'est étendu à des populations qui en étaient exclues.

Ces progrès ne sont pas dus à la bonté naturelle des marchés ou des gouvernements. Ils sont dus à des décisions politiques délibérées — et souvent à des luttes qui ont duré des décennies avant d’aboutir.

Les tomes précédents ont décrit les mécanismes qui bloquent le changement. Ce tome décrit les mécanismes qui le rendent possible — parce qu’ils ont déjà fonctionné ailleurs.

La conclusion n’est pas que le changement est inévitable. C’est qu’il est possible.

Mais il a une condition.

Un citoyen qui ne comprend pas comment l’opinion est fabriquée sera manipulé. Un citoyen qui ne comprend pas comment le pouvoir se corrompt ne pourra pas le tenir en laisse. Un citoyen qui ne comprend pas comment le système économique fabrique l’obéissance restera dans sa cage sans savoir qu’elle existe. Un citoyen qui ne comprend pas comment les résistances sont capturées reproduira, avec les meilleures intentions du monde, les mécanismes qu’il voulait combattre.

Cette condition s’appelle l’éducation. Pas l’instruction — la compréhension des mécanismes réels.

Ce n’est pas un hasard si ces mécanismes n’apparaissent pas dans les programmes scolaires. L’école enseigne comment le système fonctionne selon le système lui-même. Elle produit des citoyens qui connaissent les règles du jeu sans avoir jamais vu le plateau.

Ces sept tomes n’ont pas d’autre ambition que de montrer le plateau. Ils ne sont pas un programme politique. Ils ne proposent pas de révolution. Ils proposent ce que toute résistance réelle nécessite avant toute chose : voir ce qui est.

Un lycéen qui comprend Bernays ne sera pas manipulé de la même façon. Un étudiant qui comprend la loi d'airain de Michels rejoindra une organisation différemment. Un citoyen qui comprend le mécanisme de capture philanthropique lira autrement les rapports des grandes fondations.

La connaissance ne protège pas tout. Mais elle est la condition de tout le reste.

Le fil qui traverse les huit tomes

Le Métier de Berger : l'opinion est fabriquée. Donc elle peut être défaite.

L'Angle Mort : la géopolitique obéit à des intérêts. Donc elle peut obéir à d'autres intérêts.

La Machine Invisible : le soft power colonise culturellement. Donc la culture peut résister.

Le Dernier Verrou : le pouvoir se corrompt toujours. Donc il faut des garde-fous structurels.

La Chaîne Dorée : l'obéissance économique se fabrique. Donc elle peut être desserrée.

La Résistance Capturée : les oppositions échouent si elles ne comprennent pas comment elles sont capturées. Donc la lucidité sur ces mécanismes est la première condition de la résistance efficace.

À qui appartient demain ? : les gains de la machine appartiennent aujourd'hui à ceux qui possèdent la machine. Ils pourraient appartenir à tous.

Le Pacte de 1973 : le système monétaire mondial, le dollar, les sanctions, la surveillance — sont des instruments de domination construits délibérément. Donc ils peuvent être reconnus, contestés, et contournés par ceux qui les comprennent.

Ce n'est pas du révolutionnarisme. C'est du pragmatisme documenté.

Et c'est à portée de main de n'importe quel lycéen qui lit.

“La seule révolution durable est celle qui change ce que les gens comprennent.”

Bibliographie

Économie du travail et gains de productivité

Bertrand Russell — *Éloge de l'oisiveté* (1932, Allia) Essai fondateur : si les gains de productivité avaient été redistribués en temps libre plutôt qu'en profits, nous travaillerions quatre heures par jour depuis des décennies. Écrit en 1932, d'une actualité intacte.

John Maynard Keynes — *Perspectives économiques pour nos petits-enfants* (1930) La prédiction célèbre — quinze heures de travail hebdomadaire en 2030. La richesse s'est matérialisée. La redistribution, non.

David Graeber — *Bullshit Jobs* (2018, Les Liens qui Libèrent) Documentation des emplois que leurs titulaires eux-mêmes reconnaissent comme inutiles. La thèse : la société ne redistribue pas ses gains en temps libre mais en travail sans sens.

Lawrence Katz et Alan Krueger — *The Rise and Nature of Alternative Work Arrangements in the United States* (2016, NBER) Documentation de la précarisation du marché du travail américain et de la captation des gains de productivité par le décile supérieur.

Intelligence artificielle et emploi

Carl Benedikt Frey et Michael Osborne — *The Future of Employment* (2013, Oxford University) L'étude qui a lancé le débat : 47 % des emplois américains à risque élevé d'automatisation dans les vingt ans.

McKinsey Global Institute — *Jobs Lost, Jobs Gained: Workforce Transitions in a Time of Automation* (2017) 375 à 800 millions d'emplois déplacés mondialement d'ici 2030. Les scénarios et leurs implications sectorielles.

OCDE — *Automation, Skills Use and Training* (2019) Estimation plus prudente : 14 % des emplois à risque élevé, 32 % significativement transformés dans les pays membres.

Shoshana Zuboff — *Le capitalisme de surveillance* (2019, Zulma) L'extraction et la monétisation des données comportementales comme nouveau régime économique. Déjà cité en T6 — ici pour le volet "propriété des données".

Jaron Lanier — *Who Owns the Future?* (2013, Simon & Schuster) Le dividende de données : les utilisateurs dont les comportements entraînent les algorithmes devraient être rémunérés. Proposition de micropaiements automatiques.

Revenu universel — théorie et expériences

Thomas Paine — *Agrarian Justice* (1797) Premier argument systématique pour un revenu universel : la terre appartient à tous, ceux qui la privatisent doivent une compensation.

Milton Friedman — *Capitalisme et liberté* (1962, Robert Laffont) L'impôt négatif sur le revenu — version libérale du revenu universel, qui remplace la bureaucratie par un transfert direct.

Philippe Van Parijs et Yannick Vanderborght — *Basic Income* (2017, Harvard University Press) La référence mondiale contemporaine. Van Parijs est belge — l'un des architectes intellectuels du débat mondial sur le revenu de base.

Rutger Bregman — *Utopies réalistes* (2017, Seuil) Synthèse accessible et documentée des arguments pour le revenu universel, avec les expériences réelles. Bestseller mondial.

Analyse de l'expérience finlandaise — *Kela* (Institut national de santé et de protection sociale finlandais), rapports 2019 et 2020 Évaluation rigoureuse de l'expérience pilote : 2 000 chômeurs, 560 €/mois, deux ans. Résultats sur emploi, santé mentale, confiance dans les institutions.

Évaluation de l'expérience de Stockton (SEED) — *New Roots and Tree, Center for Guaranteed Income Research* (2021) Analyse de l'expérience SEED : 500 \$/mois, 125 bénéficiaires, 24 mois. Emploi, santé mentale, dépenses.

Alaska Permanent Fund Corporation — rapports annuels Données complètes sur le dividende pétrolier alaskain depuis 1982.

Modèles alternatifs et démocratie économique

Kate Raworth — *La théorie du donut* (2017, Plon) Le cadre économique du plancher social et du plafond écologique : assez pour tous, dans les limites planétaires.

James Tobin — *A Proposal for International Monetary Reform* (1978) La taxe sur les transactions financières — ou “taxe Tobin” — pour réduire la spéculation et financer des biens publics.

Mondragon Corporation — rapports annuels et études académiques Le groupe coopératif basque comme modèle d'actionnariat salarié à grande échelle.

Rapport de l'expérience islandaise de semaine de 4 jours — *Alda / Autonomy* (2021) Analyse de 2 500 travailleurs du secteur public islandais. Productivité maintenue, bien-être amélioré.

Démocratie directe et tirage au sort

David Van Reybrouck — *Contre les élections* (2013, Actes Sud) L'argument pour le tirage au sort comme mécanisme démocratique plus représentatif que l'élection. Van Reybrouck est belge — référence mondiale sur le sujet.

Hélène Landemore — *Open Democracy* (2020, Princeton University Press) Théorie de la démocratie ouverte : comment le tirage au sort et la participation citoyenne directe peuvent améliorer la qualité des décisions collectives.

Étienne Chouard — *Notre cause commune* (2019, Éditions du Seuil) L'argument français pour le RIC et le tirage au sort. Chouard est l'un des vulgarisateurs les plus suivis sur ces sujets en France et en Belgique.

Assemblée Citoyenne irlandaise — *Report of the Citizens' Assembly on the Eighth Amendment* (2017) Documentation complète des délibérations et propositions des 99 citoyens tirés au sort sur l'avortement.

Concentration et régulation du numérique

SemiAnalysis — *The AI Chip Shortage* (2023) Analyse de la concentration de l'infrastructure d'IA autour de cinq entreprises.

Procès antitrust — *United States v. Google LLC* (2023) Le Department of Justice américain contre le monopole de Google sur la recherche en ligne. Verdict attendu.

OCDE — *Pillar Two Global Minimum Tax* (2021) L'accord sur le taux d'imposition minimum mondial de 15 % pour les multinationales.

Effondrement des empires et résilience historique

Piotr Kropotkine — *L'Entraide : un facteur de l'évolution* (1902, réédition Aden, 2009) La contre-thèse au darwinisme social : les espèces et les sociétés qui survivent aux crises sont celles dont les membres coopèrent le mieux. Observé en Sibérie, documenté dans l'histoire humaine. Une des œuvres les plus importantes et les plus ignorées de la pensée politique.

Elinor Ostrom — *La gouvernance des biens communs* (1990, De Boeck, 2010) Prix Nobel d'économie 2009. Démontre que les communs — ressources partagées gérées collectivement — ne se détruisent pas quand les règles sont bien définies. Remet en cause deux siècles d'idéologie du marché comme seule alternative à l'État.

Marcel Mauss — *Essai sur le don* (1923, PUF, collection Quadrige) L'analyse fondatrice de l'économie du don : le don crée du lien, la transaction détruit la communauté. Anthropologie économique dont les implications pour la résilience locale sont immenses et sous-exploitées.

Peter Heather — *La chute de l'Empire romain* (2006, Flammarion) La séquence réelle de l'effondrement romain — pas une catastrophe soudaine mais un retrait progressif des ressources impériales sur un siècle. Le parallèle avec la situation actuelle est frappant.

Emmanuel Todd — *Après l'empire* (2002, Gallimard) La thèse du déclin américain formulée vingt ans avant qu'elle devienne évidente. Todd analyse les indicateurs démographiques et économiques qui précèdent l'effondrement hégémonique.

Agriculture urbaine, résilience alimentaire et communs

Detroit Future City — *Detroit Strategic Framework Plan* (2013) Le plan de reconversion de Detroit — le document officiel qui reconnaît l'urban farming comme composante centrale de la reconstruction. Données sur les 1 400 jardins urbains.

Ivette Perfecto, John Vandermeer, Angus Wright — *Nature's Matrix* (2009, Earthscan) L'agriculture intégrée dans les écosystèmes locaux comme stratégie de résilience alimentaire. Les données sur Cuba après 1991 y sont documentées.

Maria Kaika — *City of Flows* (2005, Routledge) Analyse des infrastructures urbaines de résilience — eau, énergie, alimentation — et leur vulnérabilité aux crises systémiques.

Peter Rosset et Medea Benjamin — *The Greening of the Revolution* (1994, Ocean Press) L'agriculture urbaine cubaine après l'effondrement soviétique : comment La Havane a nourri 2 millions d'habitants avec des jardins urbains en cinq ans.

Monnaies locales et économie alternative

Bernard Lietaer — *Au cœur de la monnaie* (2011, Yves Michel) L'économiste belge spécialiste des monnaies complémentaires. La théorie et la pratique des systèmes monétaires alternatifs.

WIR Bank — *Annual Report* (annuel, disponible sur wir.ch) Les données du WIR suisse depuis 1934 : volume d'échanges, nombre de membres, comportement anticyclique pendant les crises.

Jérôme Blanc (dir.) — *Exclusion et liens financiers — Les monnaies sociales* (2006, Economica) Analyse académique des systèmes d'échange locaux et des monnaies complémentaires en Europe. Données sur les SEL français.

Autonomie sanitaire et critique pharmaceutique

Marcia Angell — *La vérité sur les compagnies pharmaceutiques* (2004, Le Mieux-Être) L'ancienne rédactrice en chef du *New England Journal of Medicine* démonte les mécanismes de l'industrie pharmaceutique : essais biaisés, conflits d'intérêts, marketing déguisé en science.

Peter Gøtzsche — *Remèdes mortels et crime organisé* (2013, Les Arènes) Le cofondateur de la Cochrane Collaboration sur les dérives de l'industrie pharmaceutique. Données sur la surévaluation des antidépresseurs.

Richard Smith — *The Trouble with Medical Journals* (2006, Royal Society of Medicine Press) L'ancien rédacteur en chef du *British Medical Journal* sur les conflits d'intérêts dans la publication scientifique médicale.

Programme national nutrition santé — études sur le régime méditerranéen (INSERM, 2013-2020) Documentation des effets du régime méditerranéen sur les marqueurs cardiovasculaires, comparés aux traitements médicamenteux.

Lien avec les tomes précédents

- **Bertrand Russell** — *Éloge de l'oisiveté* (1932) — cité dans T5 *La Chaîne Dorée*
- **David Graeber** — *Dettes : 5000 ans d'histoire* (2011) — cité dans T5 ; *Bullshit Jobs* (2018) — ce tome
- **Shoshana Zuboff** — *Le capitalisme de surveillance* (2019) — cité dans T6 et ce tome

- **Philippe Van Parijs** — économiste belge, référence pour ce tome et pour la réflexion sur la liberté réelle
- **David Van Reybrouck** — historien belge, référence pour la démocratie directe
- **Piotr Kropotkine** — *L'Entraide* (1902) — fil conducteur de la Troisième partie
- **Elinor Ostrom** — *La gouvernance des biens communs* (1990) — fondement théorique des communs locaux
- **Marcel Mauss** — *Essai sur le don* (1923) — économie du don et monnaies locales